

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 09957
Numéro SIREN : 819 928 896
Nom ou dénomination : 6&7

Ce dépôt a été enregistré le 02/10/2018 sous le numéro de dépôt 101654

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 02-10-2018

N° DE DEPOT : 2018R101654

N° GESTION : 2016B09957

N° SIREN : 819928896

DENOMINATION : 6&7

ADRESSE : 19 rue de Milan 75009 Paris

DATE D'ACTE : 12-09-2018

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Transfert du siège social

6&7
Société par actions simplifiée
Au capital de 51.630 Euros
Siège social : 91 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
819 928 896 RCS PARIS

PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 12 SEPTEMBRE 2018

Monsieur Pascal Nègre, né le 4 août 1961 à Saint-Germain-en-Laye, demeurant 79 quai d'Orsay – 75007 Paris, de nationalité française,

Agissant en qualité de Président de la Société 6&7, société par actions simplifiée au capital de 51.630 euros, divisé en 5.163 actions de 10 euros chacune,

a pris les décisions suivantes concernant le transfert de siège social de la Société.

PREMIERE DECISION : TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Conformément à l'article 4 des statuts, aux termes duquel le siège social de la Société peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence,

Le Président décide de transférer le siège social du 91 rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris, au 19 rue de Milan – 75009 Paris, à compter de ce jour.

SECONDE DECISION : MODIFICATION DES STATUTS

Conformément aux stipulations de l'article 4 des statuts, le Président décide en conséquence de la décision précédente de modifier l'article 4 des statuts relatif au Siège social comme suit :

« Le siège social est fixé :

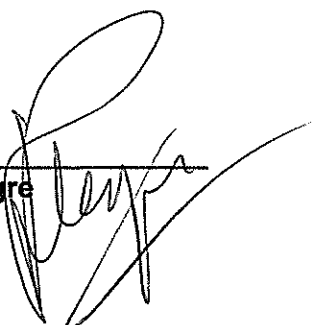
19 rue de Milan – 75009 Paris

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le Président de la Société peut créer, transférer et supprimer tous établissements, agences, usines et succursales partout où il le jugera utile. »

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Pascal Nègre
Président



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 02-10-2018

N° DE DEPOT : 2018R101654

N° GESTION : 2016B09957

N° SIREN : 819928896

DENOMINATION : 6&7

ADRESSE : 19 rue de Milan 75009 Paris

DATE D'ACTE : 12-09-2018

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

6&7

Société par actions simplifiée

Capital social : 51.630 euros

Siège social : 91, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

819 928 896 RCS Paris

STATUTS

Mis à jour au 12 septembre 2018

Certifié conforme

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Dujardin', is written below the text 'Certifié conforme'.

Article 1

Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et notamment le code de commerce ainsi que par les présents statuts. .

A tout moment, la Société peut devenir pluripersonnelle et redevenir unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée. Dans l'hypothèse d'une société par actions simplifiée unipersonnelle, les décisions collectives doivent s'entendre comme les décisions de l'associé unique et les articles visant les conditions de majorité des associés sont dès lors inapplicables.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L. 211-2 du code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 2

Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger directement ou indirectement :

- L'enregistrement sonore et l'édition musicale (code APE : 5920Z),
- La production phonographique, la détention et l'exploitation de droits dérivés, la co-production et la co-exploitation de spectacles ainsi que la vente de produits dérivés,
- La prise d'intérêts et de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises similaires,
- Et, généralement toutes opérations commerciales, financières industrielles et de rapprochement se rattachant à l'objet social,
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières en ce compris l'activité d'apporteur d'affaires, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement,
- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3

Dénomination

La dénomination sociale est : « **6&7** ».

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article 4

Siège social

Le siège social est fixé :

19 rue de Milan – 75009 Paris

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Le Président de la Société peut créer, transférer et supprimer tous établissements, agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5

Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6

Apports

Lors de la constitution de la Société, l'associé unique a apporté à la Société la somme de 25.000 (vingt-cinq mille) euros. Cet apport correspondait à 2.500 (deux-mille cinq cent) actions de 10 euros chacune, souscrites et libérées en totalité.

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 28 mars 2017, le capital social de la Société a été augmenté de 26.630 (vingt-six mille six cent trente) euros, par voie d'apports en numéraire, pour le porter de 25.000 (vingt-cinq mille) euros à 51.630 (cinquante et un mille six cent trente) euros.

Article 7

Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 51.630 (cinquante et un mille six cent trente) euros.

Il est divisé en 5.163 (cinq mille cent soixante-trois) actions de 10 (dix) euros de valeur nominale chacune, de même catégorie, partiellement libérées.

Article 8

Modification du capital

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par

l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président de la Société, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président de la Société dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du code de commerce.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président de la Société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du code de commerce sont autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, sur rapport du Président de la Société et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du code de commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Président de la Société, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature ou lorsqu'elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité de capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés.

2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président de la Société tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3 - Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du code de commerce.

Article 9

Comptes courants d'associés

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Article 10

Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 – A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

Article 11

Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 12

Transmission – Location des actions

12.1 Définitions

Affilié

désigne :

- (a) s'agissant d'une personne physique, (i) son conjoint, ses frères et sœurs, (ii) leurs descendants ou ascendants directs, et (iii) le cas échéant, toute société holding Contrôlée directement ou indirectement par cette personne physique ;
- (b) s'agissant d'une société ou de toute autre personne morale (la « **société considérée** »), (i) toute société ou autre personne morale Contrôlée directement ou indirectement par ladite société considérée, et (ii) toute société ou autre personne morale Contrôlant directement ou indirectement cette société considérée ; et
- (c) s'agissant d'un fonds, d'une fiducie, d'un *trust* ou de toute autre Entité similaire sans personnalité morale (le « **fonds considéré** »), (i) sa société de gestion ou son gestionnaire ou donneur d'ordres, (ii) toute autre entité ayant la même société de gestion, gestionnaire ou donneur d'ordres que le fonds considéré, ou (iii) toute autre entité dont la société de gestion, le gestionnaire ou le donneur d'ordres est un affilié au sens du paragraphe (b) ci-avant de la société de gestion, du gestionnaire ou du donneur d'ordres du fonds considéré.

Cédant

désigne tout associé souhaitant opérer un transfert soumis au droit de préemption.

Cessionnaire

désigne toute personne physique ou morale cessionnaire de Titres de la Société.

Contrôle

désigne le contrôle au sens de l'article L.233-3 I du code de commerce.

Notification de Transfert

désigne l'acte notifiant l'offre et qui indique : (1) le nom et le domicile du bénéficiaire du Transfert envisagé s'il s'agit d'une personne physique ou, le cas échéant, la dénomination sociale et le siège social du bénéficiaire du Transfert envisagé s'il s'agit d'une personne morale ou de toute autre entité similaire ; (2) l'identité (i) du ou des bénéficiaires économiques ultimes ou effectifs du cessionnaire envisagé ou du Transfert envisagé (s'il ne s'agit pas d'un cessionnaire envisagé dont les titres sont admis aux négociations sur un quelconque marché réglementé, système multilatéral de négociation ou autre bourse de valeurs) si applicable, et (ii) de la ou des personnes ayant le Contrôle ultime du cessionnaire envisagé (s'il ne s'agit pas d'une personne physique) ; (3) le nombre et la nature des Titres que le Cédant entend Transférer ; (4) les liens financiers, commerciaux ou capitalistiques, directs ou indirects, entre le Cédant et le cessionnaire envisagé ; (5) la nature du Transfert envisagé ainsi que ses modalités et conditions, notamment le prix unitaire convenu par Titre cédé (sauf s'il s'agit d'un Transfert Libre), et (i) en cas de Transfert autre qu'une vente pour un prix exclusivement en numéraire (notamment en cas d'opération d'échange ou d'apport de Titres), la contrevaletur ainsi que les éléments de référence pris en compte et la ou les méthodes de valorisation retenues afin de fixer ladite contrevaletur proposée de bonne foi par le Cédant (sauf s'il s'agit d'un Transfert Libre), ou (ii) en cas de remise de Titres admis aux négociations sur un marché réglementé, un système multilatéral de négociation ou une autre bourse de valeurs, le montant unitaire par Titre remis correspondant à la moyenne arithmétique des cours de clôture concernant ledit Titre constatés pendant les 20 jours ouvrés précédant la date de la notification de transfert ; (6) le cas échéant, le montant de la créance détenue par le Cédant à l'encontre de la Société au titre de ses éventuelles avances en compte courant d'associé ; (7) sauf en cas de Transfert Libre, une copie de l'offre ferme afférente au Transfert envisagé formulée par le cessionnaire envisagé, dûment signée par celui-ci ; et (8) la copie de l'engagement irrévocable émanant du cessionnaire envisagé, s'il existe un pacte conclu entre les associés (le « Pacte »), , d'adhérer au Pacte.

Titres

désigne (i) toute action ou tout autre titre financier émis ou à émettre donnant ou pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions, d'autres valeurs mobilières ou d'autres titres financiers représentant ou donnant accès à une quotité du capital social ou des droits de vote de la Société (y compris les actions ordinaires, actions de préférence, obligations convertibles, obligations remboursables ou obligations avec bons de souscription d'actions), (ii) tout droit préférentiel de souscription à tout ou partie des titres financiers visés au point (i) ci-avant ou tout droit d'attribution y afférents, (iii) tout titre financier émis ou attribué en vertu de toute opération de transformation, fusion ou scission de la Société, et (iv) tout démembrement de propriété de l'un quelconque des titres financiers visés aux points (i) et (iii) ci-avant ;

Transfert

désigne tout apport, cession, octroi d'une option d'achat ou de vente, constitution d'une sûreté réelle (notamment sous la forme d'un nantissement), prêt, convention d'indivision, *trust*, fiducie, fusion, transmission ou toute autre mutation immédiate ou à terme,

sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, portant directement ou indirectement sur un ou plusieurs Titres, et, le cas échéant, alors même que ledit transfert aurait lieu par voie de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées ou d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, d'adjudication publique ou en vertu d'une décision arbitrale ou judiciaire (étant précisé que cette définition couvre les transferts portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit (y compris organisé par la conclusion d'une convention de croupier ou d'une opération d'échange de type *equity swap*) ou tout autre droit attaché à un ou plusieurs Titres), le verbe « **Transférer** » devant être interprété en conséquence ; et

Transfert Libre

désigne les Transferts de Titres réalisés comme suit (i) par l'un des associés à l'un de ses Affiliés, étant précisé que si ce dernier cesse d'être un Affilié du Cédant cette dernière sera alors tenue de procéder au rachat des Titres détenus par ledit Affilié ayant cessé de l'être, et celui-ci sera tenu de Transférer les Titres considérés à la Partie concernée, ce à quoi cet Affilié se sera engagé préalablement audit Transfert (une telle rétrocession étant considérée comme un Transfert Libre) ; ou (ii) en conséquence de la mise en œuvre des options d'achat et autres promesses éventuellement prévues par un Pacte liant les associés.

Tout Transfert Libre au titre du (i) ci-avant devra faire l'objet d'une Notification de Transfert au plus tard 5 jours ouvrés avant sa date de réalisation projetée et celui-ci ne pourra être réalisé que sous réserve et à la condition pour le cessionnaire envisagé, s'il n'est pas déjà une Partie, de signer un Acte d'Adhésion.

12.2 Modalités

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital sont librement cessibles, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

12.3 Préemption

Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

L'associé Cédant notifie à la Société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;

- l'identité (i) du ou des bénéficiaires économiques ultimes ou effectifs du cessionnaire envisagé ou du Transfert envisagé si applicable, et (ii) de la ou des personnes ayant le contrôle ultime du cessionnaire envisagé (s'il ne s'agit pas d'une personne physique) ;
- le prix et les conditions de la cession projetée ;
- les liens financiers, commerciaux ou capitalistiques, directs ou indirects, entre le Cédant et le cessionnaire envisagé.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de 60 jours ouvrés (le « **Délai de Réponse** », à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée. Le Transfert envisagé devra être réalisé au profit du cessionnaire envisagé dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de l'expiration du Délai de Réponse, faute de quoi le Cédant devra adresser aux autres Parties et à la Société une nouvelle notification de son projet de cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Cédant et à la Société, pendant le Délai de Réponse, de leur intention d'acquérir tout ou partie des Titres et le nombre de Titres qu'ils entendent acquérir.

Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans l'hypothèse où, avant l'expiration du Délai de Réponse, l'ensemble des notifiés aurait adressé au Cédant et à la Société une notification en réponse aux termes de laquelle chacun déclare renoncer à l'exercice de son Droit, le transfert envisagé devra être réalisé au profit du cessionnaire envisagé et au plus tard dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de l'expiration du Délai de Réponse.

A l'expiration du Délai de Réponse prévu au 3 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

12.4 Droit de Premier Refus

Dans l'hypothèse où l'un des associés (et, le cas échéant, l'un quelconque de ses Affiliés qui viendrait à détenir un ou plusieurs Titres) envisagerait de Transférer des Titres en l'absence d'offre préalable d'un tiers (un « **Projet de Transfert** »), ladite partie prise en sa qualité de promettant (le « **Promettant** ») devra proposer en priorité aux autres d'associés (les « **Bénéficiaires du Droit de Premier Refus** ») d'acquérir la totalité des Titres qu'elle envisage de céder (les « **Titres Offerts** »), étant précisé que le droit de premier refus ne pourra être exercé que s'il porte sur la totalité des Titres offerts.

Le Promettant devra alors notifier son Projet de Transfert aux Bénéficiaires du Droit de Premier Refus, ladite notification devant préciser le nombre de Titres Offerts ainsi que le prix demandé pour ceux-ci (accompagné des éléments de valorisation y afférents) (le « **Prix Demandé** »). Les Bénéficiaires du Droit de Premier Refus disposeront alors d'un délai de réponse de 40 jours ouvrés à compter de la notification susvisée pour notifier au Promettant leur intention d'exercer ou non le droit de premier refus. Le droit de premier refus devra s'exercer au Prix Demandé. A défaut de réponse dans le délai susvisé, les Bénéficiaires du Droit de Premier Refus seront réputés ne pas exercer ledit droit de premier refus.

En cas d'exercice du droit de premier refus, le Transfert des Titres Offerts interviendra au profit du ou des Bénéficiaires du Droit de Premier Refus l'ayant exercé au plus tard le 15ème jour ouvré suivant la date d'exercice dudit droit de premier refus. Sauf convention contraire entre les parties concernées, le transfert de propriété des Titres Offerts aura lieu par la remise par le Promettant au(x) bénéficiaire(s) de l'ordre de mouvement et des exemplaires requis du formulaire Cerfa afférents au Transfert des Titres Offerts, valablement établis et complétés ainsi que dûment signés par ledit Promettant, contre paiement concomitant par le ou les bénéficiaires concernés du prix de Transfert susvisé.

A défaut d'exercice du droit de premier refus conformément aux stipulations du présent Article, le Promettant pourra envisager le Transfert de ses Titres à tout tiers, sous réserve (i) que le Transfert ne porte que sur les Titres Offerts et pour un prix au moins égal au Prix Demandé, (ii) du respect des stipulations des relatives au Droit de Préemption, étant rappelé que le Droit de Préemption sera

applicable dès lors que le Promettant souhaiterait donner une suite à toute offre ferme afférente à un Transfert de Titre(s) qu'il aurait reçue d'un cessionnaire envisagé, tel que cela est visé au (7) de la définition relative à la Notification de Transfert, et (iii) que le Transfert desdits Titres intervienne dans un délai maximum de 6 mois à compter de la fin de la période d'exercice du droit de premier refus. »

12.5 Location d'actions

La location des actions est interdite.

Article 13

Droits et obligations attachées aux actions

1 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 – Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 – Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

4 – Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les Assemblées Générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'Assemblée Générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'Assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

5 – Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 14

Indivisibilité des actions – Nue-Propriété - Usufruit

1 – Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 – Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les associés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, la convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux Assemblées Générales. Son droit de vote ne peut jamais être totalement supprimé. L'usufruitier ne peut pas être privé du droit de voter les décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.



Article 15

Président de la Société

15.1 Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Le Président est désigné par Assemblée Générale Ordinaire.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés à la majorité simple.

15.2 Durée des fonctions

Le Président est nommé pour une durée fixée lors de sa nomination. Il est rééligible. L'Assemblée Générale peut le révoquer à tout moment.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision de l'Assemblée Générale, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du président personne morale ;
- exclusion du Président associé.

15.3 Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par l'Assemblée Générale. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

15.4 Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société sous réserve des stipulations d'un

Pacte liant les associés et dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Nonobstant ce qui précède, le Comité Stratégique (tel que cet organe est prévu à l'article 17 ci-après) ou les Associés peuvent être consultés par le Président et le ou les Directeur(s) Général(aux) sur tout sujet relevant de la gestion de la Société.

A cet égard, il est précisé que le Président doit obligatoirement consulter les Associés dans les domaines qui requièrent une décision des Associés conformément à l'article 27 des présents statuts.

En outre, le Président et, le cas échéant, les Directeurs Généraux, doivent obligatoirement obtenir l'approbation préalable du Comité Stratégique pour toutes les décisions énumérées ci-après qui sont réputés constituer les « **Décisions Structurantes** ».

- (a) toute modification des Statuts ;
- (b) la désignation, la rémunération, le renouvellement ou la révocation de tout mandataire social ;
- (c) l'augmentation, l'amortissement ou la réduction, avec effet immédiat ou à terme, du capital ;
- (d) toute fusion ou scission ou encore tout apport partiel d'actifs ;
- (e) la transformation en une société d'une autre forme ;
- (f) toute stipulation d'avantages particuliers au sens des dispositions du code de commerce ;
- (g) la dissolution anticipée ;
- (h) le changement de nationalité ;
- (i) toute interruption ou modification significative de l'orientation des activités ou tout démarrage de nouvelles activités ;
- (j) toute cession ou aliénation de la pleine jouissance ou transfert d'éléments d'actifs significatifs ;
- (k) toute création de filiale ;
- (l) l'admission de tous titres financiers aux négociations sur un marché réglementé, un système multilatéral de négociations ou toute autre bourse de valeurs ;
- (m) toute mise en location-gérance d'un fonds de commerce ;
- (n) la conclusion, l'amendement, le renouvellement, le non-renouvellement ou la résiliation de tout accord (y compris en matière d'emprunt ou d'avance en compte courant) comportant toute clause en dehors du cours normal des affaires, à la charge de la Société ou de l'une de ses Filiales ou à leur profit, telle que (sans que cette liste soit limitative) clause d'exclusivité, de non-concurrence, de non-débauchage, de partage de profits ou de revenus, clause assurant un revenu minimum garanti, durée ferme (hors autorisation de découvert donc, pour ce qui concerne les emprunts) ou préavis de résiliation supérieur à un an ;
- (o) toute mise en place d'un mécanisme de participation ou d'intéressement ou visant à donner un accès différé au capital social de la Société au profit d'un salarié ou partenaire ;
- (p) l'octroi de tout prêt, sûreté, cautionnement, aval ou garantie en dehors des avances usuelles consenties dans le cours normal des affaires par les acteurs de la filière de la musique aux artistes, à leurs sociétés ou aux producteurs ; et
- (q) toute modification des principes et méthodes comptables employés.

Article 16

Directeur Général – Directeurs Généraux

16.1 Désignation

Le Président peut être assisté dans la gestion de la Société par un ou plusieurs Directeur(s) Général(aux).

Le(s) Directeur(s) Général(aux) est(sont) nommé(s) sur proposition du Président par Assemblée Générale Ordinaire.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

16.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision de la collectivité des associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

16.3 Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'Article 18 des statuts.

16.4 Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

En tant que de besoin, il est rappelé que les Directeurs Généraux doivent obligatoirement obtenir l'approbation préalable du Comité Stratégique pour toutes les Décisions Structurantes visées à l'Articles 15.4 ci-avant.

Article 17

Comité Stratégique

17.1 Composition du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique est composé de deux (2) membres, désignés par la collectivité des associés.

Les membres du Comité Stratégique peuvent être soit une personne physique, soit une personne morale.

Le président du Comité Stratégique est désigné par la collectivité des associés.

Les personnes morales membres du Comité Stratégique sont représentées par leurs représentants légaux sauf si, lors de leurs nominations ou à tout moment en cours de mandat, elles désignent une personne spécialement habilitée à les représenter en qualité de représentant permanent.

Chacun des membres du Comité Stratégique est ou sera désigné pour une durée indéterminée, mais pourra être révoqué à tout moment et sans avoir à justifier d'un juste motif par la Partie qui l'a désigné. Une telle révocation ne pourra en aucun cas donner lieu au paiement de dommages-intérêts.

Dans l'hypothèse d'une cessation pour quelque cause que soit des fonctions d'un membre du Comité Stratégique, la partie qui a désigné ce dernier pourra pourvoir à son remplacement sous réserve d'en informer les autres parties et la Société.

Les membres du Comité Stratégique ne seront pas rémunérés dans le cadre de leur mandat de membre.

17.2. Organisation et fonctionnement du Comité Stratégique

17.2.1 Réunions du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique se réunit aussi souvent que les affaires et les intérêts de la Société le requièrent et en tout état de cause au moins une (1) fois par trimestre et à chaque fois qu'une décision nécessitera un accord préalable de cet organe. Les réunions pourront se tenir au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation à ladite réunion, en France ou à l'étranger, par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle permettant à tous les membres d'entendre et être entendus. Il est précisé que tout membre du Comité Stratégique qui ne pourrait participer physiquement à une réunion dudit Comité pourra y participer par voie de visioconférence ou de téléconférence.

Les membres du Comité Stratégique seront convoqués par le Président ou par tout membre du Comité Stratégique par tout moyen écrit, y compris par courrier électronique, toute convocation devant être effectuée au moins trois (3) jours ouvrés avant la date prévue de la réunion, sauf accord de tous les membres pour renoncer à ce délai, étant précisé que le fait que tous les membres du Comité Stratégique soient présents ou, le cas échéant, réputés présents en cas de recours à un procédé de visioconférence ou téléconférence approprié, lors de la réunion vaudra renonciation des membres au délai de convocation.

Le Comité Stratégique pourra néanmoins se réunir sans délai si l'urgence le requiert (c'est-à-dire dans l'hypothèse où l'absence d'une décision immédiate serait susceptible d'entraîner ou de donner lieu à des conséquences dommageables d'une particulière gravité pour la Société ou, le cas échéant, l'une quelconque de ses filiales).

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Les autres membres du Comité Stratégique peuvent demander à ce que celui-ci soit complété.

Le Comité Stratégique ne peut délibérer que sur une question inscrite à l'ordre du jour, sauf si tous les membres sont présents et acceptent de traiter d'une question additionnelle.

Les documents d'information nécessaires aux membres du Comité Stratégique pour leur permettre de statuer de manière éclairée sur les points inscrits à l'ordre du jour devront leur être envoyés par voie de courrier électronique au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la réunion considérée.

En tant que de besoin, il est précisé que chacun des membres du Comité Stratégique aura la possibilité de faire participer à chaque réunion du Comité Stratégique tout observateur de son choix (sans voix délibérative) pouvant utilement éclairer les débats du Comité Stratégique, à condition que cet observateur ait préalablement conclu un engagement de confidentialité et que l'autre membres du Comité Stratégique soit prévenus préalablement à la réunion afin qu'il puisse également se faire assister le cas échéant.

17.2.2 Délibérations du Comité Stratégique

Les délibérations du Comité Stratégique seront consignées dans des procès-verbaux, dont le texte doit être établis et signés par les deux membres du Comité Stratégique. Les copies ou extraits des délibérations du Comité Stratégique seront valablement certifiées par son président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les procès-verbaux du Comité Stratégique devront être conservés dans un registre tenu à cet effet, accessible à tout membre du comité sur simple demande.

Le Comité Stratégique ne délibère valablement que lorsque ses deux membres sont présents ou, le cas échéant, réputés présents en cas de recours à un procédé de visioconférence ou téléconférence approprié.

Le Comité Stratégique délibère valablement (i) à l'unanimité de ses membres lorsqu'il s'agit de statuer sur une Décision Structurante, et (ii) à la majorité simple de ses membres (avec voix prépondérante du Président du Comité Stratégique en cas de partage des voix) sur tout autre projet de décision qui lui serait soumis.

17.3 Pouvoirs et attributions du Comité Stratégique

Le Comité Stratégique a pour mission de statuer sur chacune des Décisions Structurantes visées à l'Articles 15.4 et sur tout autre projet de décision qui lui serait soumis.

Article 18

Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent leurs droits prévus par l'article L. 2323-62 du code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 7 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Article 19

Conventions réglementées

Toute convention intervenant entre la Société et le Président de la Société, ou un Directeur Général, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être portée à la connaissance du Président de la Société dans le mois de sa conclusion.

Il en est de même pour les conventions intervenant entre la Société :

- et une autre entreprise, si le Président de la Société ou un Directeur Général de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, membre du Conseil d'administration, directeur général ou membre du directoire ou du Conseil de surveillance de l'entreprise,
- et l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- et la société contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président. La liste et l'objet desdites conventions sont communiquées par le Président au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, au plus tard le jour où le Président de la Société arrête les comptes de l'exercice écoulé. Les associés peuvent également obtenir communication de cette liste et de l'objet des conventions. Sont dispensées de communication les conventions qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

Article 20

Commissaires aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, toute décision de nomination, de renouvellement ou de changement du ou des commissaires aux comptes devra être prise par le Comité Stratégique statuant à l'unanimité. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Article 21

Assemblées Générales

Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

La consultation des associés peut résulter du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte.

Article 22

Convocation et réunion des Assemblées Générales

La convocation des associés aux assemblées est effectuée par tous moyens par le Président, au moins 7 jours avant la date de réunion.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai, si les associés y consentent.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions mentionnées à l'article R. 225-63 du code de commerce, à l'adresse indiquée par l'associé.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société, à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des associés et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital. Ils sont accompagnés de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous les documents utiles pour permettre aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant sur l'ordre du jour.

Article 23

Ordre du jour

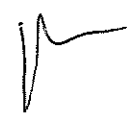
L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de points ou de projets de résolutions.

Selon l'article L. 2323-67 du code du travail, le Comité d'entreprise, s'il en existe un, peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

L'ordre du jour peut être modifié en cours d'assemblée à la demande de tout associé et sur décision unanime des associés.

Tout associé peut adresser au Président de la Société des questions écrites. Ces questions écrites sont envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse indiquée dans la convocation au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée.



Article 24

Accès aux assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles et que l'associé justifie de leur inscription sur un compte tenu par la Société au jour de l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter par toute autre personne de leur choix, associée ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales associés prennent part aux assemblées, qu'ils soient associés ou non.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois (3) jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Tout associé peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Le cas échéant, deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions prévues par la loi, peuvent assister aux assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés.

Article 25

Feuille de présence – Président de séance - Procès-verbaux

1 – Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants ou de mentionner dans le procès-verbal l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose.

2 – Le Président présidera l'assemblée ou en son absence la personne qu'il aura désignée, ou à défaut l'associé présent représentant le plus grand nombre d'actions.

3 – Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

4 – En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Article 26

Droits de vote - Quorum - Majorité

1 – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

2 – Un quorum de un quart des actions ayant le droit de vote est exigé pour la validité des décisions collectives.

3 – Les décisions ordinaires sont valablement adoptées à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement adoptées à la majorité renforcée des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (article L. 225-130, al. 2 du code de commerce).

Article 27

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes qui sont qualifiées d'ordinaire ou d'extraordinaire selon leur nature :

- Décisions ordinaires :
 - nomination, rémunération, révocation du Président ;
 - nomination, rémunération, révocation du Directeur Général ;
 - nomination, rémunération, révocation des membres du comité stratégique ;
 - approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
 - approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
 - nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.
- Décisions extraordinaires :
 - transformation de la Société ;
 - modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
 - fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
 - dissolution ;
 - modification des statuts, sauf transfert de siège social ;
 - agrément des cessions d'actions.

Les décisions collectives valablement adoptées obligent tous les associés, même absents ou dissidents.

Pour toutes les autres décisions, les associés confèrent tout pouvoir au Président.

Article 28

Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 7 jours avant la date fixée pour la consultation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés anonymes.

Article 29

Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 30

Exercice social

Chaque exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice se terminera le 31 décembre 2017.

Article 31

Inventaires – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président de la Société dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion, des rapports du ou des Commissaire(s) aux comptes si la Société en est dotée.

Article 32

Affectation et Répartition des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

A l'issue de chaque exercice, sous réserve d'une trésorerie disponible suffisante et d'autres stipulations éventuellement prévues dans un Pacte qui lierait la collectivité des associés, la moitié du bénéfice distribuable de la Société constaté lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes annuels est répartie entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Sur le solde, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau ou de répartir tout ou partie de ces sommes entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Sous réserve de dispositions contraires pouvant être éventuellement stipulées dans un Pacte liant la collectivité des associés, toute distribution de prime d'émission ou de réserves, ou tout versement d'un acompte sur dividende, devra être décidé(e) par la collectivité des associés statuant à la majorité simple conformément aux règles applicables à l'adoption des résolutions ordinaires, étant précisé (i) que toute réserve constituée au titre d'un exercice antérieur par prélèvement de tout ou partie du bénéfice distribuable y afférent pourra faire l'objet d'une distribution lors d'un exercice ultérieur (sous les réserves décrites aux paragraphes précédents) sur demande de l'un des associés notifiée aux autres associés, qui s'obligeront alors à voter une telle distribution lors de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur cette décision,.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 33

Acomptes – Paiement de dividendes

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux associés pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Président de la Société.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 34

Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président de la Société est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 35

Transformation

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, s'ils en existent, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif ou en société civile nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est décidée dans les conditions de majorité requises pour la modification des statuts.

Article 36

Dissolution - Liquidation

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En fin de liquidation, les associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'associé unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Article 37

Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les associés ou le Président de la Société ou un Directeur Général,

soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping oval at the top and several vertical, slightly curved strokes below it, resembling a stylized 'M' or 'W'.